

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Dettes publiques : les entreprises créancières de l'État montent au créneau

ENA
Libreville/Gabon

"QUE l'État et ses démembrements "règleront" prioritairement " la dette contentieuse dont notre collectif est porteur de créances ". C'est la substance du point de presse tenu

le 9 décembre 2023 à la Chambre de commerce de Libreville par les membres du Collectif des entreprises créancières de l'État gabonais (Ceceg), indiquant que cette dette est " marquée du sceau de la chose jugée ".

Le porte-parole de ce groupement d'entreprises, Jean Ntoutoume-Ngoua, se voulant pragmatique, est revenu sur

le fait que cet engagement est imputable à l'État suite à des décisions de justice. Pour lui, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) s'est donné pour ambition de mettre un terme définitif aux errements de la gouvernance des pouvoirs antérieurs. Ce qui passe, entre autres, par le respect des décisions de justice, y compris quand celles-ci sont prononcées aux dépens de l'État et de ses démembrements.

À cet effet, le rappel des articles de la loi organique 1/2 014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation, notamment en ces articles 209, 224 et 225 indique les missions de souveraineté, le contrôle de légalité des actes des collectivités locales ; l'exercice des missions des collectivités locales se traduisant par des charges dont certaines sont obligatoires et que celles-ci sont celles qui sont prescrites aux collectivités locales par la loi.

Pour le porte-parole du Ceceg,



Photo: Jean Ntoutoume-Ngoua lors de son intervention.

" ces charges sont prescrites prioritairement dans le budget et comprennent notamment, entre autres, l'acquittement des dettes exigibles ainsi que les montants des condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux ". Le Ceceg relève aussi que " la paralysie qu'endurent ces entreprises est le fait du non-apurement de ces créances ", ce qui tout autant " condamne à la déshérence des centaines

de familles gabonaises dont le quotidien est tributaire du bon fonctionnement de telles unités de production."

Le collectif a enfin plaidé en faveur d'un renforcement de la capacité financière de l'Agence judiciaire de l'État " pour lui permettre de s'acquitter convenablement (et dans les délais raisonnables) de la dette se rapportant aux services rendus des fonctionnaires retraités."

2e édition des "Rencontres de la Biodiversité" : engagement au service de la protection de l'environnement

N.O
Bakoumba/Gabon

CRÉÉE en 2021, la Fondation "Lekedi Biodiversité" a accueilli, le 8 décembre dernier au sein du parc à Bakoumba, la 2e édition des "Rencontres de la Biodiversité".

Initiées par le groupe minier Eramet et la Comilog, aux côtés de leur partenaire l'État gabonais, ces "rencontres" visent à positionner le parc de la Lekedi et, plus largement, la Fondation Lekedi Biodiversité, comme une plateforme de convergence pour l'échange de bonnes pratiques. Mais elles se veulent également être une plateforme où chercheurs, ONG, décideurs, dirigeants et étudiants partagent leurs expériences sur des problématiques environnementales. À l'issue de cette journée de travail, les participants ont effectué une visite guidée afin de découvrir les initiatives de conservation et les réalisations du parc.

Il faut savoir que les actions menées au sein de ce parc s'inscrivent dans la stratégie de la Fondation Lekedi Biodiversité et la nouvelle feuille de route globale "Act for positive mining" lancée par Eramet pour être déployée dans tous ses territoires d'implantation.

Ainsi, parmi un ensemble d'ambitions mesurées par des objectifs concrets, l'entreprise se fixe notamment un impact net positif sur la biodiversité d'ici à 2035. Cela passe notamment par une meilleure connaissance des enjeux locaux pour accélérer la réhabilitation des sites miniers. Les "Rencontres de la biodiversité" contribuent ainsi à faire grandir les connaissances pour mieux protéger la faune et la flore locales.

"Notre ambition, aux côtés de nos partenaires dans les pays hôtes, en matière de biodiversité nécessite une compréhension des enjeux globale, une vision cohérente à long terme et une coconstruction avec des experts et partenaires locaux. Eramet, et ses filiales Comilog et Setrag au Gabon, et Grande Côte Opérations au Sénégal, poursuivent, avec les États partenaires, des objectifs ambitieux pour concilier préservation durable de la biodiversité et développement économique. Cette nouvelle édition des "Rencontres de la biodiversité" marque notre engagement au service de la protection de l'environnement au Gabon", a indiqué Loïse Tamalgo, délégué général du groupe Eramet en Afrique.

Cimaf : construction d'une unité de production de clinker

Isaac MUKETA MUELE
Owendo/Gabon

LEADER local dans la production et la commercialisation du ciment, la filiale gabonaise des Ciments de l'Afrique (Cimaf Gabon) est aujourd'hui engagé à matérialiser un nouveau projet de construction imminente à Libreville d'une unité de production de clinker.

L'annonce de ce projet a été faite dernièrement par le directeur général de Cimaf, Janah Idrissi El Mehdi, à l'occasion de la journée portes ouvertes dédiée aux étudiants de l'École normale supérieure technique (Enset) et SUP de Com. Non sans vanter l'expertise de son entreprise qui est actuellement le leader local dans la production de ciment. Près de 90 milliards de francs ont été investis avec, à la clé,



Photo: IMM L'usine de Cimaf produira aussi du clinker.

1 400 emplois pendant la phase de construction, 500 emplois permanents durant la phase d'exploitation.

Ainsi, la transformation locale passera de 10 à 95 %. Plusieurs retombées économiques sont attendues. La principale conséquence c'est l'important réservoir d'emplois dans lequel de nombreux jeunes pourront se projeter. " Ce que nous faisons ici à Cimaf Gabon ne se résume pas à des produits.

Nous croyons en des valeurs d'engagement à construire un avenir meilleur dans toutes les régions dans lesquelles nous opérons. L'excellence, en livrant régulièrement des produits de qualité assortie d'un service innovant et déterminant. En filigrane, nous participons à la lutte contre le chômage des jeunes et leur offrons les opportunités d'emploi ", a expliqué le patron de Cimaf, Janah Idrissi El Mehdi.